

En assignant un nouveau rôle à la CSCE, nous devons éviter le double emploi et la création de nouvelles bureaucraties. L'objectif visé est le progrès concret, et non les palabres interminables. La CSCE, si elle tient à jouer un rôle constructif dans la nouvelle Europe, devra donc peut-être modifier, d'une manière sélective si nécessaire, les principes d'unanimité appliqués à son processus décisionnel.

L'OTAN et la CSCE sont deux organisations complémentaires sur lesquelles se bâtira la nouvelle Europe. Mais il en existe une autre, la Communauté européenne, qui est étroitement liée à l'identité et à la prospérité futures de l'Europe.

La Communauté européenne est désormais un élément essentiel dans le concert des nations où sa place est incontestée. L'une des grandes réalisations de l'après-guerre, elle a exercé un attrait véritable sur les pays réformateurs de l'Europe de l'Est. Une Europe en train de s'unir est un facteur de prospérité et d'expansion commerciale. Une coopération accrue dans le domaine politique et, ultérieurement, celui de la sécurité garantira par ailleurs une coordination et un consensus européens qui ne peuvent aboutir qu'à un renforcement de la stabilité internationale. La Communauté européenne a été instaurée pour faire disparaître les rivalités passées au profit de l'intérêt commun; cette mission demeure pertinente pour l'avenir.

Mais, comme je l'ai fait observer en février à Montréal, un mur divisant l'Europe ne saurait être remplacé par un mur entourant l'Europe. Deux blocs impénétrables ne sauraient être remplacés par un nouveau bloc moins ouvert au dialogue et à la coopération qu'il ne l'est aujourd'hui, que ce soit en matière de politiques, de commerce ou de sécurité. La nouvelle Europe doit être une Europe ouverte, tant vis à vis de l'Ouest que de l'Est.

Le Canada suit avec un intérêt particulier l'évolution d'une Europe ouverte et unie. Il va de soi que nous ne sommes pas membres de la Communauté européenne et qu'il n'est pas en notre pouvoir de rendre les Européens sensibles à nos préoccupations. Mais nous faisons du commerce. Et nous portons un vif intérêt aux questions de politique étrangère qui, plus que jamais, sont au coeur de la coopération politique européenne.

C'est pour cette raison que le Canada propose maintenant une nouvelle phase dans l'évolution des relations politiques qu'il entretient avec la Communauté européenne. Ces relations devraient être plus constantes et plus réglementées : nous proposons à cette fin que le Premier ministre du Canada et le Président du Conseil de l'Europe se rencontrent à intervalles